

Mais voilà qui est plus direct. L'ingénieur du gouvernement donne les prix que MM. Jetté, Laflamme et autres ont demandés. Cinquième mensonge.

Que dire de M. McKenzie, qui après avoir déclaré qu'il ne s'était rien passé entre eux, est trouvé se promenant de bureau en bureau pour les charger d'informations et donnant ordre à ses employés de leur donner des renseignements officiels.

Maintenant, voilà qui est plus grave encore. La chambre ordonne à M. McKenzie de produire toute la correspondance et tous les documents qui se rapportent à cette affaire. Or, l'enquête dans le procès Jetté-McNaughton a prouvé qu'il avait recelé cinq télégrammes des plus importants trompant ainsi la chambre de la manière la plus cynique.

Ces cinq dépêches sont :

Montréal, 2 Octobre 1874.

A. F. BRAUN,

Quinn & Co. se sont assurés que le télégramme à Sippell (celui du 30 Sept. lui ordonnant de montrer les plans) ne lui est pas parvenu. Sippell est à Chichester, sur le haut de l'Ottawa. Veuillez répéter la dépêche.

R. LAFLAMME.

Réponse.

Ottawa, 2 Oct. 1874.

A R. LAFLAMME, Montréal.

Le télégramme à Sippell a été répété tel que désiré.

F. BRAUN.

Montréal, 5 Oct 1874.

Est-ce que le rapport de Sippell ou de Page a été reçu ?

R. LAFLAMME.

Réponse.

Ottawa, 5 Oct. 1874.

A R. LAFLAMME, Ecr.

Montréal.

Aucun rapport d'eux.

F. BRAUN

Montréal 15 Oct. 1874.

A F. BRAUN,

Sec. M. T. P. Ottawa.

Les propriétaires de terrains ont tellement fait monter le prix de la propriété,

que le droit de passage seul épuiserait tout le montant affecté à l'élargissement. Il faut renoncer au nouveau canal. Je vais tâcher de trouver un nouveau plan.

JOHN PAGE.

VII.

RÉSUMÉ DE LA PREUVE JUDICIAIRE.

En résumé il est prouvé :

1. Que MM. Jetté, Laflamme, J. G. Marchand et autres, se sont empressés d'acheter sur les bords du Canal Lachine, un terrain considérable la veille de la publication du rapport de M. MacKenzie indiquant la politique du gouvernement à ce sujet ;

2. Que le PREMIER MINISTRE MacKenzie et un MEMBRE DU PARLEMENT, M. Jetté, sont allés le 7 octobre obtenir de l'ingénieur en chef M. Page des renseignements, tenus secrets jusqu'à ce temps-là et d'une nature secrète d'après les règles du Département ;

3. Que c'est l'HON. M. MacKENZIE qui a conduit toute la transaction. MM. Jetté et Laflamme étaient à Ottawa ce jour-là. M. MacKenzie, dans son discours du 2 mars, a admis les avoir vus. Il appert maintenant que c'est lui qui a demandé à M. Page les informations nécessaires, et que c'est lui qui a donné ordre à M. Braun de les transmettre à M. Jetté, non pas de vive voix, mais par écrit ;

4. Que le gouvernement, quoique mis en demeure de se réserver ces terrains, a négligé de le faire et a donné la chance aux spéculateurs, au moyen de ces informations secrètes, de faire monter ces terrains aux prix les plus exorbitants ;

5. Que MM. MacKenzie et Jetté se sont avoués coupables en voulant cacher à la Chambre le 2 mars ce que la crainte leur a fait avouer le 11 mars ;

6. Que MM. Jetté et autres ont profité de leur position comme députés, pour faire connaître le